

24 mars 2024

**NOTE D'ALERTE POUR :** Le Président [Joe Biden]

**DE :** Professionnels vétérans du renseignement

**OBJET :** Au bord de la guerre nucléaire

Monsieur le Président :

La France s'apprêterait à envoyer en Ukraine, dans un avenir pas si lointain, une force d'environ 2 000 hommes - à peu près une brigade renforcée composée d'un bataillon blindé et de deux bataillons mécanisés, avec des troupes de soutien logistique, d'ingénierie et d'artillerie.

Cette force est purement symbolique, dans la mesure où elle n'aurait aucune chance de survie dans un conflit moderne de haute intensité de la portée et de l'ampleur de ce qui se passe aujourd'hui en Ukraine. Elle ne serait pas déployée directement dans une zone de conflit, mais servirait soit (1) de force de filtrage/de fil-piège (anglais : screening force/tripwire) pour arrêter l'avancée de la Russie, soit (2) de force de remplacement déployée dans une zone non active pour libérer les soldats ukrainiens pour le combat. La brigade française serait complétée par des unités plus petites provenant des États baltes.

Cela reviendrait à introduire des troupes de combat d'un pays de l'OTAN sur un théâtre de guerre, ce qui en ferait des "cibles légitimes" au regard du droit de la guerre.

Ces unités n'auraient apparemment pas de mandat de l'OTAN. Pour la Russie, cependant, il pourrait s'agir d'une distinction inutile. La France semble parier - naïvement - que son appartenance à l'OTAN empêcherait la Russie d'attaquer les troupes françaises. Au contraire, il est très probable que la Russie attaquera tout contingent français ou balte en Ukraine et détruira ou dégradera rapidement sa viabilité au combat.

Dans ce cas, le président français Macron pourrait calculer qu'après des attaques russes contre les troupes des membres de l'OTAN - sous mandat de l'OTAN ou non - il pourrait invoquer l'article 5 de la Charte de l'OTAN et amener l'alliance à intervenir. Une telle intervention prendrait probablement la forme d'avions opérant à partir de pays de l'OTAN - et inclurait peut-être des missions d'interdiction contre des cibles tactiques à l'intérieur de la Russie.

Au bord de la guerre nucléaire ?

D'un point de vue doctrinal et légal, la Russie réagirait en lançant des frappes de représailles contre des cibles situées dans les pays de l'OTAN. Si l'OTAN attaque ensuite des cibles stratégiques à l'intérieur de la Russie, la doctrine nucléaire russe prend alors le dessus et les centres de décision de l'OTAN seraient frappés avec des armes nucléaires.

Nous ne pensons pas que la Russie lancera une attaque nucléaire contre les États-Unis, mais nous laissons plutôt les États-Unis décider s'ils veulent risquer la destruction en se préparant à lancer une attaque nucléaire contre la Russie. Cela dit, les forces stratégiques russes se sont améliorées au point que, dans certains domaines - les missiles hypersoniques, par exemple - leur capacité dépasse celle des États-Unis et de l'OTAN.

En d'autres termes, la tentation russe de frapper en premier pourrait être un peu plus forte que lors des crises passées, et nous sommes un peu moins convaincus que la Russie voudrait "passer en second".

Un autre facteur inquiétant est que les Russes sont susceptibles de croire que la folie de Macron a l'approbation tacite de certains responsables américains et occidentaux, qui semblent désespérés de trouver un moyen de modifier la trajectoire de la guerre en Ukraine - d'autant plus que les élections approchent.

POUR LE GROUPE DE PILOTAGE, VETERAN INTELLIGENCE PROFESSIONALS FOR SANITY

**William Binney**, ancien directeur technique, analyse géopolitique et militaire mondiale, NSA ; cofondateur du SIGINT Automation Research Center (retraité)

**Marshall Carter-Tripp**, agent du service extérieur (retraité) et ancien directeur de bureau au Bureau du renseignement et de la recherche du département d'État

**Bogdan Dzakovic**, ancien chef d'équipe des Federal Air Marshals et de la Red Team, FAA Security, (ret.) (VIPS associé)

**Graham E. Fuller**, vice-président du Conseil national du renseignement (retraité)

**Philip Giraldi**, C.I.A., responsable des opérations (retraité)

**Matthew Hoh**, ancien capitaine de l'USMC, Irak et officier du service extérieur, Afghanistan (VIPS associé)

**James George Jatras**, ancien diplomate américain et ancien conseiller en politique étrangère auprès de la direction du Sénat (VIPS associé)

**Larry C. Johnson**, ancien officier de la C.I.A. et du département d'État chargé de la lutte contre le terrorisme

**John Kiriakou**, ancien agent de la C.I.A. chargé de la lutte contre le terrorisme et ancien enquêteur principal de la commission des affaires étrangères du Sénat

**Karen Kwiatkowski**, ancienne lieutenant-colonel de l'armée de l'air américaine (à la retraite), au bureau du secrétaire à la défense chargé de surveiller la fabrication des mensonges sur l'Irak, 2001-2003.

**Douglas Macgregor**, colonel, USA (ret.) (VIPS associé)

**Ray McGovern**, ancien officier d'infanterie et de renseignement de l'armée américaine et analyste de la C.I.A. ; conseiller présidentiel de la C.I.A. (retraité)

**Elizabeth Murray**, ancienne responsable adjointe du renseignement national pour le Proche-Orient, Conseil national du renseignement et analyste politique de la C.I.A. (à la retraite)

**Todd E. Pierce**, MAJ, juge-avocat de l'armée américaine (retraité)

**Pedro Israel Orta**, ancien officier de la C.I.A. et de la communauté du renseignement (inspecteur général)

**Scott Ritter**, ancien MAJ, USMC ; ancien inspecteur en désarmement de l'ONU, Irak

**Coleen Rowley**, agent spécial du FBI et ancienne conseillère juridique de la division de Minneapolis (à la retraite)

**Lawrence Wilkerson**, colonel des États-Unis, retraité, professeur invité distingué, College of William and Mary (VIPS associé)

**Sarah G. Wilton**, CDR, USNR, (ret.) ; Defense Intelligence Agency (ret.)

**Kirk Wiebe**, ancien analyste principal, SIGINT Automation Research Center, NSA

**Robert Wing**, ancien agent du service extérieur (VIPS associé)

**Ann Wright**, colonel de réserve de l'armée américaine à la retraite et ancienne diplomate américaine qui a démissionné en 2003 pour s'opposer à la guerre en Irak.